

Des rôles de sexe aux rapports sociaux de sexe

GENRE • *Entretien avec Martine Chaponnière, vice-présidente de la Fondation Emilie Gourd, sur son article «Les rôles de sexe jouent-ils encore un rôle?» paru dans le dernier numéro de «Questions au féminin»¹.*



PROPOS RECUEILLIS PAR CAROLINE DAYER

Comment interprétez-vous le passage d'une focalisation sur les rôles de sexe à une centration sur les rapports sociaux de sexe? Martine Chaponnière: Le plus facile, c'est de commencer par les rôles. Il est effectivement plus aisé de théoriser les rôles que de théoriser les rapports sociaux de sexe. Ceux-ci constituent une évolution par rapport à la théorie des rôles qui a été posée dans les années 1950 par Talcott Parsons dans une vision extrêmement rigide et prescriptive. Les féministes des années 1970 ont contesté cette répartition des rôles comme étant un des fondements de l'oppression. La remise en question des rôles dans la famille, l'obligation d'avoir un rôle maternel, d'épouse, ont beaucoup occupé le terrain. Le grand tournant par rapport aux rapports sociaux de sexe renvoie aux travaux de Christine Delphy à travers la théorisation de l'oppression; le féminisme matérialiste a mis en évidence les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes.

Peut-on penser les rapports sociaux de sexe de façon indissociée des rôles de sexe? Ne sont-ils pas intriqués? Aujourd'hui, je pense que ce n'est plus forcément intriqué, notamment à cause du déve-

loppement de la théorie queer, étant donné qu'elle amène à un éclatement des identités. Dès le moment où il n'y a plus d'identités, il n'y a plus de rôles. Le genre ou la théorie des rapports sociaux de sexe – qui sont la même chose pour moi – abordent la question du pouvoir et d'un système de domination masculine. C'est pour cette raison que ce passage est très important, mais si on ne se positionne pas dans la théorie queer, je pense que les deux choses ne peuvent pas être pensées en dissociation l'une de l'autre. Si nous prenons le monde du travail, lorsqu'un employeur engage une jeune femme, il va toujours se poser la question de savoir si elle va avoir un enfant ou non et, dans ce cas, nous sommes au cœur des rôles sociaux. La théorie féministe matérialiste continue d'avancer dans différents domaines, notamment dans le domaine du travail. Mais il me semble que dans le domaine de l'éducation, on stagne un peu au niveau des problématiques.

Comment expliquez-vous cette stagnation? Une des raisons pour lesquelles cela bouge plus lentement que le voudraient certaines surtout, est notamment que les parents ont envie que leur garçon se développe comme un garçon et que leur fille se développe comme une fille. Les parents ont à cœur que les enfants se sentent bien dans leur identité sexuelle et se conforment au sexe qui leur a été assigné. Alors ils entrent dans ce jeu et ils disent tous qu'ils traitent les garçons et les filles de façon égale mais

nous savons que ce n'est pas vrai. Il y a donc déjà cette socialisation différenciée des sexes au départ et tout le système participe au renforcement de l'identité de genre.

Ne devrait-on donc pas justement remettre en cause la construction de ces attentes pour travailler à la racine les questions de socialisation?

C'est très difficile car c'est à l'intérieur de la famille et comme on a mis cinquante ans de féminisme jusqu'à ce que le viol conjugal soit réglé sous prétexte qu'il concernerait des affaires privées qui se passent à l'intérieur de la famille, je pense que ce n'est pas évident de dicter aux parents ce qu'ils doivent faire. Il y a beaucoup de recherches et d'actions auprès de l'Etat, des enseignant-e-s et du personnel des crèches parce qu'il est difficile de toucher les parents.

Selon votre positionnement, quelles sont les perspectives de recherche et d'action à mettre en œuvre?

Je pense qu'il y a beaucoup de choses faisables au niveau des offices d'orientation professionnelle, de l'école, des crèches, où l'on retrouve d'ailleurs souvent le coin poucées pour les filles et le coin brocolage pour les garçons. Ce qu'il faudrait, c'est arriver à détypifier les métiers plutôt que «dégenrer» les gens. Dégenrer les gens, je ne pense pas que ce soit une priorité absolue mais ce qu'il faut dégenrer, c'est le monde dans lequel on vit. I

¹Questions au féminin 2011. Les rôles de genre en mutation.



Martine Chaponnière: «Les parents favorisent la socialisation différenciée des sexes et tout le système participe ensuite au renforcement de l'identité de genre.» JOANNA OSBERT

En 2012, «l'émiliE» fêtera 100 ans de luttes

MÉDIAS • *Le 10 novembre 1912 paraissait «Le Mouvement féministe», un mensuel fondé par Emilie Gourd. Cent ans plus tard, il a changé de forme et s'appelle «l'émiliE», en hommage à sa fondatrice, mais il est toujours là et reste le plus vieux journal féministe d'Europe.*

NATHALIE BROCHARD

En relisant les huit pages du premier numéro du *Mouvement féministe* de 1912, notre vénérable ancêtre ne doute de rien. L'édito d'alors affirme: Le féminisme est l'un des grands mouvements de pensée, qui ne s'arrêtent pas aux frontières des pays, ignorant les castes sociales et s'affranchissant des credo dogmatiques ou des formules antireligieuses. (...) Partout il est, – c'est notre conviction – l'une des grandes forces de progrès qui travaillent à former l'humanité de demain, dans la liberté, dans la justice, dans la coopération de toutes les intelligences et de toutes les bonnes volontés. Naïveté ou aveuglement? Force est de constater qu'en cent ans les choses ont évolué. En 2011, le département des Etudes genre de l'université de Genève se demandait dans un ouvrage collectif si le féminisme avait changé nos vies et listait les brèches dans lesquelles les militant-e-s s'étaient engouffrés-e-s pour révolutionner des

pans entiers de société. Pourtant, ce bilan si positif soit-il reste fragile. Les verrous sont difficiles à faire sauter, les résistances sont bien organisées et l'ordre symbolique a de beaux jours devant lui.

Cent ans plus tard, quel édito le comité de l'émiliE peut-il écrire? Entre le sort réservé à Sakineh Mohammadi Ashtiani, qui pourrait être pendue plutôt que lapidée, celui de centaines de nourrissons (filles exclusivement) pakistanaises laissées au mieux dans les tours d'abandon au pire dans les poubelles, ou encore les agressions de la police biélorusse contre les activistes des Femen, pour ne prendre que l'actualité internationale récente, la rédaction a l'embarras du choix, hélas. Pas besoin d'aller très loin pour témoigner et trouver des raisons de lutter. En Suisse, il y a largement de quoi faire. Et dans le top 5 des combats féministes de 2012, le comité de l'émiliE est quasi unanime pour dire que la campagne pour le remboursement de l'avortement constitue l'enjeu majeur de l'année. Au-delà du problème de l'accès à une interruption de grossesse légale et sûre, se cache un retour à l'ordre moral. Pour Rina Nissim, présidente du Mouvement féministe suisse, et



Le premier numéro de *Mouvement féministe*. Cent ans après, les combats féministes sont toujours d'actualité. DR

membre du comité de direction de l'émiliE, il s'agit aussi de «dénoncer les humiliations et attitudes punitives et sordides que

subissent encore les jeunes femmes pour obtenir une pilule du lendemain ou une IVG». Décourager les femmes, les dessai-

sir du contrôle de leur propre corps, autant de stratégies à l'œuvre pour leur assigner un rôle particulier.

En période de crise, les discours natalistes resurgissent, plus ou moins directement, une façon détournée de remettre les femmes à leur place, celle d'avant les féministes. En période de crise, le marché du travail est tendu, la compétition entre salarié-e-s est elle aussi sexuée: là encore, la tentation de remettre les femmes à leur place est grande. Brigitte Mantilleri, adjointe du Rectorat, déléguée à l'égalité à l'université de Genève et membre du comité de l'émiliE explique que la crise fait que «le maintien même des femmes sur le marché du travail est problématique». Premières touchées par les effets du chaos économique, les femmes n'ont pas les mêmes chances de s'en sortir. Dénoncer un système qui protège les puissants et les groupes dominants sera une priorité militante.

Notre classement serait incomplet sans le volet des violences faites aux femmes. Ce combat, de chaque instant, se fait sur le terrain à force de vigilance, de soutien aux associations qui aident ces femmes, de campagnes d'information pour éduquer en-

core et toujours. Rina Nissim estime pour sa part que «les femmes peuvent se renforcer contre ces fléaux, par des luttes collectives, une meilleure confiance en elles et une plus large autonomie. Elles doivent s'affranchir des relations de dépendance». Au registre de la violence symbolique, on trouve le sexisme ordinaire dont parle Brigitte Mantilleri, «ces petites remarques qui liquéfient au bout de la journée mais que les femmes intègrent afin de ne pas se bagarrer tout le temps». On vit avec chaque jour, on trouve même des excuses aux auteur-e-s, on se montre ouvert-e-s, tolérant-e-s, mais jusqu'à quand? Produit dérivé du sexisme ou parent proche, l'homophobie: Caroline Dayer, chercheuse et membre du comité de l'émiliE, estime que «les questions genre/lgbtq, de plus en plus sur le devant de la scène locale et internationale, font partie des combats féministes futurs».

Le fil des inégalités, des discriminations et des injustices pourrait se dérouler sans fin. Notre espoir réside dans le fait que nous tenons notre force des alliances que nous formons et des stratégies que nous nouons afin que le vivre ensemble dont parle la philosophe Judith Butler soit possible. I